



Adolphe Terracher
© Barcha Bauer / prod. de La Lanterne

L'institution en exil garda sa légitimité du fait que la quasi-totalité du personnel et la grande majorité de ses étudiants lui restèrent fidèles. De nombreux jeunes Alsaciens et Mosellans n'hésitèrent pas à s'évader de leurs provinces germanisées pour continuer des études françaises. L'existence même de l'établissement marquait un triple refus. Refus de l'ordre nouveau mais aussi refus de la défaite et de la perte de l'Alsace et de la Moselle. C'est dans ce contexte que la double université strasbourgeoise et clermontoise constitua un foyer de recrutement de la Résistance. Dès septembre 1940, s'étaient rencontrés, dans la banlieue de Clermont-Ferrand, quelques professeurs issus des facultés de droit : François de Menthon et Pierre-Henri Teitgen de Nancy, Alfred Coste-

L'entrée en résistance de l'Université de S

Après la défaite de 1940 et l'annexion de l'Alsace et de la Moselle par le III^e Reich, se posa la question de la survie de l'Université de Strasbourg, qui s'était déjà repliée, dès septembre 1939, à Clermont-Ferrand. En juillet 1940, le recteur Terracher et les doyens des facultés décidèrent de la maintenir en Auvergne grâce au soutien actif de leurs étudiants.

Floret, René Capitant et Marcel Prélot de Strasbourg. De cette réunion naquit le mouvement Liberté. En 1941, Coste-Floret entra en contact avec le capitaine Frenay, ancien stagiaire du Centre d'études germaniques de l'Université, devenu dirigeant du Mouvement de libération nationale, mouvement antinazi qui prit, en septembre 1941, le nom de Combat. De son côté, Coste-Floret demanda à un étudiant en histoire, Jean-Paul Cauchi, originaire de Mulhouse, d'organiser le mouvement en milieu étudiant. Un petit groupe se chargea de distribuer le journal *Combat*. Au début de 1942, Cauchi mit sur pied un groupe franc de 15 membres, dont Alphonse Kienzler, autre Mulhousien, évadé d'Alsace après avoir été interné au « camp de rééducation » de Schirmeck pour avoir participé à une chaîne d'évasion de prisonniers de guerre. Du 22 au 26 mars 1942, une équipe brisa les vitrines des librairies collaborationnistes. Avec l'aide du professeur de physique, Charles Sadron, et du doyen de la faculté des sciences de Clermont, Em-

manuel Dubois, le groupe fit sauter la résidence des partisans de la collaboration. Les arrestations se multiplièrent, mais le groupe franc pétra des attentats à l'explosif contre la villa du docteur Grasset, secrétaire d'État à la Santé du gouvernement Laval, le bureau de recrutement de la main-d'œuvre et le local de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF). Le 4 septembre, Alphonse Kientzler et Roger Schaeffer firent exploser une bombe au service de placement allemand de Montluçon, mais furent arrêtés par la police de Vichy. Les perquisitions effectuées dans une pension de famille où logeaient des étudiants aboutirent à de nombreuses arrestations. André Lévy, Julien Freund et d'autres furent jugés lors du grand procès de Combat, à Lyon, le 30 octobre. Lévy s'évada de la prison de Clermont, le 26 décembre 1942, et réussit à passer en Algérie par l'Espagne. Parachuté en France en 1944, il fut arrêté par les Allemands et fusillé au camp de Souges, près de Bordeaux, en juillet 1944. Freund, jugé une seconde fois



Jean Cavallès. © Musée de l'Ordre de la Libération



Alfred Coste-Floret. © Henri Martinie / Roger-Viollet



Georges Canguilhem. © Barcha Bauer / prod. de La Lanterne

par le Tribunal d'État en mars 1943 réussit à s'évader de la forteresse de Sisteron le 8 juin 1944 et à rejoindre un maquis FTP.⁽¹⁾

De son côté, Cauchi, impliqué dans des réseaux de renseignement, désigna, en janvier 1943 pour lui succéder à la direction de Combat, un étudiant en histoire, ancien Saint-Cyrien, Georges Mathieu. Ce dernier prit de plus en plus de responsabilités au sein des Mouvements unis de résistance et assura, à partir de mai, la confection des faux papiers. En juillet, il fut chargé d'initier les premiers maquisards, réfractaires au STO, au maniement des armes. Arrêté par le Sipo-SD, le 23 octobre 1943, il accepta de passer à son service. Ce traître allait jouer un rôle capital dans la dénonciation des professeurs et des étudiants, lors de la grande rafle du 25 novembre 1943. Condamné à mort, il sera fusillé le 12 décembre 1944. Cauchi, arrêté à Paris le 4 avril 1944, fut déporté à Buchenwald où des SS l'exécutèrent le 18 avril 1945.

Un autre grand mouvement de zone sud avait pris naissance dans le même milieu universitaire. En novembre 1940, Lucie Samuel (future Lucie Aubrac), professeur d'histoire-géographie au lycée de jeunes filles de Strasbourg, rencontra, à Clermont, Jean Cavaillès, maître de conférences de philosophie, l'industriel Georges Zérapha et le journaliste Emmanuel d'Astier

Plaque commémorative située dans les locaux de l'université.
© Université Blaise Pascal / Jérôme Palle

de la Vigerie. Ils jetèrent les bases d'un groupe qui s'appela d'abord La Dernière colonne avant de devenir Libération-Sud. Durant l'hiver 1940-1941, les rares militants à Clermont dont Freund, récemment évadé de la Moselle annexée, étudiant de Cavaillès, diffusèrent tracts et papillons. Des arrestations, en février 1941, mirent fin à l'activité de cette organisation, ce qui explique le passage de Freund à Combat. D'ailleurs, Cavaillès, muté à Paris, quitta Clermont le 18 mars. On sait que le philosophe continua ses activités résistantes et fut fusillé le 17 février 1944 à Amiens. Son suppléant à l'université, Georges Canguilhem, reprit la responsabilité de Libération-Sud à Clermont qui semble n'avoir recruté que peu d'étudiants strasbourgeois.

Le troisième grand mouvement de zone libre, Franc-Tireur, fut introduit à Clermont par Pierre Eude, secrétaire général de la Chambre de commerce de Strasbourg, repliée à Lyon. C'est son groupe clermontois, formé en majorité d'étudiants strasbourgeois, qui organisa la manifestation du 14 juillet 1942. Devant la statue de Vercingétorix, 500 personnes chantèrent *La Marseillaise*. Dans la nuit du 2 au 3 novembre 1942, ces militants provoquèrent de nouvelles explosions aux bureaux de la LVF, au centre de propagande du Maréchal et à l'Office de placement allemand. Suivirent de nombreuses



arrestations par la police judiciaire, au moment même où la Wehrmacht occupait Clermont. Six membres de Franc-Tireur furent jugés le 23 juillet 1943 par le Tribunal d'État de Lyon : l'étudiant Marc Gerschel fut condamné à 20 ans de travaux forcés, mais réussit à s'évader de la prison d'Eysses et à passer en Angleterre. Le mouvement continua à Clermont sous la direction de Robert Waitz, professeur à la faculté de Médecine, révoqué à la suite du statut des Juifs. Ce dernier fut arrêté par la police allemande le 3 juillet 1943 et déporté à Auschwitz-Monowitz.

En 1943, la place des universitaires et des étudiants strasbourgeois dans la direction de la Résistance en Auvergne déclina. En effet, le futur commissaire régional de la République, Henry Ingrand, chargé d'unifier les mouvements de résistance, estimait que l'université de Strasbourg posait un gros problème de sécurité du fait de sa visibilité. Quand les trois grands mouvements non communistes fusionnèrent, en mars, dans les Mouvements unis de résistance, il établit un « cordon sanitaire », en limitant au minimum tous les contacts entre les MUR et

(1) Devenu professeur de philosophie après guerre, il enseigna la sociologie à l'université de Strasbourg.



André Danjon. © Barcha Bauer /prod. de La Lanterne



Marcel Prélot. © Barcha Bauer /prod. de La Lanterne

l'Université, préférant centrer son action dans la campagne auvergnate où se constituaient les premiers maquis. Le seul « Strasbourgeois » placé à un poste important fut Georges Canguilhem, adjoint d'Ingrand.

Les événements qui suivirent allaient donner raison à Ingrand. En effet, l'Université repliée, dont les Allemands ne parvenaient pas à obtenir la dissolution par Vichy, devint un objectif prioritaire de leur répression policière. Le 25 juin 1943, 39 étudiants de la cité universitaire Gallia furent déportés. Le 4 novembre, Serge Fischer fut arrêté, battu et torturé par Blumenkamp, chef du SD de Clermont, et enfin déporté à Buchenwald. Le 25 novembre, les policiers allemands envahirent les locaux de l'Université. Paul Collomb, professeur de papyrologie fut abattu. L'arrestation, opérée par les gestapistes grâce à l'aide du traître Mathieu, dura toute la journée : la plupart des Auvergnats furent libérés ; les Alsaciens, quant à eux, furent transférés à la prison militaire du « 92 ». Finalement, ce sont 110 enseignants, fonctionnaires et étudiants qui furent déportés. L'Université reprit quand même ses activités, mais de nombreux professeurs et étudiants choisirent de se cacher ou de rejoindre le maquis. Ce fut le cas de Paul Reiss, qui gagna le maquis du Mont-Mouchet ; il fut fait prisonnier, le 22 juin, dans le Cantal, et exécuté d'une balle dans la tête.

Les arrestations et les rafles reprirent en 1944, tandis que le gouvernement Laval, sous la pression d'Abetz, révoquait le recteur Terra-



Étudiants sur le plateau de Gergovie. © Barcha Bauer /prod. de La Lanterne

cher et les doyens Danjon (sciences) et Sartory (pharmacie). Le 8 mars, la police allemande arrêta trois enseignants de la faculté de médecine de Strasbourg et certains de leurs collègues clermontois. Pour éviter des représailles, le professeur Fred Vlès, recherché, se livra à la Gestapo le 10 mars : parti pour Dachau dans le « convoi de la mort » du 2 juillet, il décéda dans un wagon où périrent 76 des 100 occupants. Le soir du 8 mars, des grenades avaient été lancées rue Montlosier par des FTP contre une unité allemande. Dans les minutes qui suivirent, les soldats envahirent le cercle Saint-Louis tout proche, où logeaient des étudiants strasbourgeois : s'ensuivirent l'arrestation, puis la déportation du professeur de droit, Claude Thomas (qui mourut en décembre à Dora), et d'une vingtaine d'étudiants. D'autres déportations d'enseignants suivirent jusqu'en juillet : le germaniste Albert Fuchs, l'historien de Byzance Jean Lassus, l'helléniste Michel Feyel. Le 22 mars, François Martzolf, étudiant en droit, arrêté depuis le 21 septembre 1943, condamné à mort pour espionnage par un tribunal militaire allemand, avait été fusillé à Clermont. Si la Libération de Clermont-Ferrand n'était pas intervenue le 27 août, nul doute que l'Université française de Strasbourg aurait été dissoute à la rentrée de novembre. Après la Libération de l'Alsace (novembre 1944-mars 1945), à laquelle participèrent les étudiants qui avaient intégré, pour la plupart, la

Brigade Alsace-Lorraine commandée par Malraux, un certain nombre de jeunes Alsaciens, qui avaient échappé à l'incorporation de force, commencèrent leurs études à Clermont. L'année universitaire s'acheva le 30 juin 1945 avec la visite de De Gaulle aux deux universités. Le 22 novembre, la rentrée solennelle de l'Université avait lieu à Strasbourg. Après l'appel des noms des 72 morts au combat ou en déportation (alors connus), le professeur Lassus, revenu de déportation, prononça un discours prophétique sur « L'Université captive » qu'il conclut ainsi : « ... que nos morts restent parmi nous. [...] Que leur martyre, que leur sacrifice restent présents à nos cœurs. Nous sommes engagés par eux. Leur France doit être libre et vigoureuse, entreprenante et fière, généreuse enfin. Il faut certes qu'elle reste lucide, qu'elle n'oublie face aux Allemands, aucune des précautions nécessaires. Il faut que les bourreaux soient punis. Mais il faut surtout qu'il n'y ait plus de bourreaux. Nous avons vu souvent monter dans les regards des SS la cruauté et la rage, spectacle affreux. Chassons de nous, chassons de l'âme de nos enfants toute rage et toute cruauté. Que l'enfer ait échoué ; qu'il reste malgré tout des hommes sur la terre ! Nous avons, pour la victoire, sacrifié nos joies et nos vies ; pour la paix, sachons sacrifier nos vengeances et nos haines. » ■

Léon Strauss

Historien, maître de conférences honoraire à l'IEP de Strasbourg



Plaque commémorative située dans la cour de l'université Blaise Pascal à Clermont-Ferrand. © Université Blaise Pascal / Jérôme Palle